

Le président suppléant (M. Paproski): La députée d'Ottawa-Ouest pour le débat.

Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest): Monsieur le Président, je suis excessivement heureuse d'être venue ici entendre le député d'Ontario. Au départ, c'était un peu déroutant, mais je dois avouer qu'il a été source d'inspiration pour moi. J'ai été déroutée, parce que lorsque je suis entrée à la Chambre, j'ai cru que j'étais à l'assemblée législative de l'Ontario. J'étais presque certaine de m'être fourvoyée quelque part entre Ottawa-Ouest et la Colline du Parlement, car nous parlions de l'excellente performance du gouvernement ontarien qui a su freiner son déficit et ses dépenses. Puis, j'ai entendu le député d'Ontario—peut-être est-il un peu désorienté à cause du nom de sa circonscription—se plaindre des bonnes choses qui n'ont pas été accordées à sa circonscription.

• (1730)

À quoi s'attendait-il lorsque son gouvernement a renoncé aux programmes de partage des coûts avec la province? Pensait-il que l'Ontario allait laisser des enfants avoir faim parce qu'il n'y avait pas assez d'argent pour les prestations sociales? Croyait-il qu'elle allait comprimer les dépenses consacrées aux services de garde d'enfants parce que le gouvernement fédéral refusait de respecter ses engagements sur le partage des coûts de ce programme? Ou s'attendait-il qu'elle allait renvoyer les jeunes de l'université parce que le gouvernement fédéral réduisait les paiements de transfert destinés à l'enseignement postsecondaire?

Je regrette si les actions du gouvernement se retournent contre ses députés. Les ministériels ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes.

Puis, à mesure qu'il parlait, j'ai cru qu'un miracle s'était produit et que, soudainement, nous, l'opposition libérale, étions au pouvoir et que les gens d'en face étaient dans l'opposition. J'ai entendu le député s'attaquer aux politiques du parti libéral. J'ai trouvé cela merveilleux; imaginez, nous étions ici pour contrôler l'économie et le budget et nos vis-à-vis n'avaient rien à faire si ce n'est de critiquer ce qu'ils prévoyaient être la politique libérale. Cela m'a vraiment fort bien préparée à parler de ce projet de loi d'emprunt.

Nous empruntons 25,5 milliards de dollars. Nous ajoutons donc cette somme à notre dette nationale de 362 milliards de dollars. Le gouvernement aime à prétendre que le montant que nous empruntons et le montant de la dette n'ont absolument rien à voir avec notre déficit annuel. C'est pourtant le cas, bien entendu. Nos paie-

ments annuels dépendent des sommes que nous devons déjà.

Ce qui m'a frappée, après avoir examiné les documents budgétaires, c'est qu'il y a cinq ans, le déficit était réparti de façon assez égale entre le financement des programmes et le service de la dette. Or, à l'heure actuelle, le déficit ne suffit même pas à couvrir le montant de nos emprunts. Tout le déficit va au service de la dette et ainsi, on prélève un montant beaucoup plus important sur les budgets de fonctionnement, afin de payer l'intérêt sur cette dette.

Il est également important de remarquer que cette somme de 25,5 milliards de dollars ne représente pas le montant total des emprunts du gouvernement cette année, qui s'élèveront, en fait à 28,5 milliards de dollars. Le gouvernement réduit ses emprunts sur les marchés financiers à 25,5 milliards de dollars en empruntant à même la caisse de retraite des fonctionnaires fédéraux.

L'une des questions qui soulèvent le plus de discussions dans cette enceinte depuis de nombreuses années est l'insuffisance du rendement de la caisse de retraite des fonctionnaires fédéraux et l'inertie du gouvernement à ce sujet alors qu'il se refuse à apporter à la caisse les améliorations qui s'imposent en vertu de notre Charte. Pourtant, ce sont-là des améliorations qu'il a déjà apportées aux caisses de retraite d'organismes réglementés par le gouvernement fédéral.

Pourquoi retient-il cet argent? Pourquoi n'apporte-t-il aux pensions des fonctionnaires les ajustements qui s'imposent? La raison est bien simple. Il souhaite tout simplement s'en servir comme monnaie d'échange dans le cas de la désindexation des pensions de vieillesse, comme il le fait avec de nombreux autres éléments du budget.

Le gouvernement veut faire en sorte que la caisse des retraités fédéraux soit plus garnie qu'il n'est nécessaire pour répondre aux besoins et verser aux fonctionnaires les prestations auxquelles ils ont droit depuis l'adoption de la Charte canadienne des droits et libertés. Il agit ainsi, car il aime emprunter à même cette caisse et cacher ainsi aux Canadiens l'importance de ses véritables emprunts.

Je voudrais parler d'un autre aspect des emprunts du Canada sur lequel on ne s'est pas penché jusqu'à maintenant, sauf erreur. Il s'agit du montant des emprunts par des non-résidents. Depuis cinq ans, les emprunts effectués par des non-résidents sont passés de juste un peu plus de 10 p. 100 à près de 20 p. 100. Cela revient horriblement cher aux contribuables canadiens. Les non-résidents qui prêtent de l'argent au Canada et qui tou-